Regional Marine Pollution Emergency Response Centre for the Mediterranean Sea (REMPEC)

Monaco



Information sur le pays

Capitale	Monaco
Langues	French
Ports principaux	Monte Carlo
Littoral (km)	4.0
Production offshore	☐

Liste de contact

Afin d'accéder à toutes les coordonnées des représentants du gouvernement, les Correspondants sont invités à se connecter sur le site Web avec leurs identifiants

Conventions

Approuvé

Convention régionale

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
Barcelona Convention	20/09/1977	☑ OS 6931 du 30/09/1980
Emergency Protocol, 1976	20/09/1977	☑ OS 16311 du 06/05/2004
Prevention and emergency protocol, 2002		

Convention internationale

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
OPRC, 1990	19/10/1999	☑ OS 114544 du 01/08/2000
CLC 1992		
FUND 1992		☑ OS 13037 et 13038 du 30/04/1997
INTERVENTION Protocol 1973	31/03/2005	
INTERVENTION 1969		

Désapprouvé

Convention internationale

OPRC-HNS Protocol, 2000

1996 HNS Convention

Bunker Convention, 2001

LLMC Protocol 96

Wreck Removal Convention, 2007

LLMC 1976

SALVAGE 1989

FUND Protocol 2003

Offshore Protocol

SCP CEG

National & système régional - National & plan régional

Plan d'urgence national

Apprové	En projet	En préparation	Aucune information	Assisté par le REMPEC	Date
☑	☐	☐	☐	☐	01/05/2008

Type de test	
Fréquence de test	tous les jours
Législation nationale pertinente adoptant le plan	
Le plan de maintenance	Département de l'Interieur
Mise en oeuvre du plan	Département de l'Interieur

Accords sous-régionaux

National & système régional - stratégie de lutte

Contrôle et évaluation

Image satellite	
Surveillance aérienne	☑ Par réquistion d'hélicoptère privé
Surveillance navale	☑ sur zone côtier
Modèles de prédiction	

Lutte en mer

Utilisation de dispersant	
Surveillance aérienne	☑
Législation connexe	☑
Délimitation des zones d'utilisation des dispersants	☑
Identification de l'autorité en charge de l'autorisation	☑ Département de l'Interieur
Procédures de test des dispersants	
Liste des produits approuvés	☑ CEDRE
Liste des laboratoires compétents autorisés	
Confinement et récupération	☑ Détailler dans la section 5
Brûlage (In situ burning)	☑ Détailler dans la section 5

Protection et nettoyage du littoral

Protection du littoral	☑ Détailler dans la section 5
Nettoyage du littoral	☑

La communication

Activités d'exploitation	☑
Relation gouvernement / industrie	
Relation publique	☑ Information par le Ministère de l'Intérieur
Relation avec les médias	☑

Gestion des déchets

Politique nationale concernant les déchets d'hydrocarbures	☑
Traitement / Installations de dépôt / Solutions	☑ Plan Polmar

Experts

Intégration d'experts internationaux dans l'organe de coordination	☑

Demandes d'indemnisation

Base juridique des demandes d'indémnisation au niveau national	
Réclamations inclus dans le plan d'urgence	☑
Structure nationale chargée des demandes d'indémnisation	

Gestion des volontaires

Gestion des volontaires prise en compte dans le plan	☑

Protection de la faune

Mesures de protection de la faune (espèces protégées et autre faune marine)	☑

Expertise

Préparation

		Centres d'experts et de formation
Cartographie de sensibilité	☐ Hydrocarbure ☐ Produits chimiques	
Evaluation du risque	☐ Hydrocarbure ☐ Produits chimiques	
La planification d'urgence	☐ Hydrocarbure ☐ Produits chimiques	
Formation du personnel	☑ Hydrocarbure ☐ Produits chimiques	Direction des Affaires Maritimes

Lutte

	Centres d'experts et de formation
Lutte contre l'incendie	☑ Corps des Sapeurs Pompiers de Monaco
Lutte contre les marées noires en mer	☑ Division de la Police Maritime et Aéroportuaire
Lutte contre les hydrocarbures sur la côte	☑ Corps des Sapeurs Pompiers de Monaco
Lutte contre les déverssements / rejets de SNDP	
Récupération des paquets perdus de SNPD	
Surveillance aérienne	☑ Sur réquisition
Images satellite	
Gestion globale des urgences	
Décontamination du littoral	
Modélisation et prévision	
Impact - La faune et les oiseaux	☑ Direction de l'Environnement
Impact - La Pêche / La pisciculture	☑ Direction de l'Environnement
Restauration du site de l'accident (hydrocarbure)	
Restauration du site de l'accident (produits chimiques)	

Expertise et services

Nom de la compagnie	Monaco Remorquage Maritime - Héli air Monaco
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone (24 h/24)	
Mobile	
Téléfax	
E-mail	
Plus de détails	

Accords transfrontaliers

Fournisseur

À qui la demande doit être adressée	
Nom complet de l'institution	
Département ou position	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone (24 h/24)	
Téléfax	
Heures d'ouverture	
E-mail	

Frontière

À qui la demande doit être adressée	
Conditions financières pour les services d'expert	Le Lorem Ipsum est simplement du faux texte employé dans la composition et la mise en page avant impression. Le Lorem Ipsum est le faux texte standard de l'imprimerie depuis les années 150
Restrictions (visa, etc.) concernant les voyages vers n'importe quel pays méditerranéen? Si oui, veuillez indiquer quels pays	
Conditions financières et autres (transport, etc.) pour mettre l'équipement ou le produit à la disposition d'une partie requérante	
Emplacement de l'équipement et des produits et port ou aéroport le plus proche (ville / port, ville / aéroport)	

Formation et suivi

Réunion des correspondants du REMPEC

Année	Représentant	Ministère/département/division
2007	M. Pierre Bouchet, Adjoint Directeur des affaires maritimes	Direction des affaires maritimes, Département de l'équipement, de l'environnement & de l'urbanisme
2005	M. Pierre Bouchet, Adjoint Directeur	Direction des Affaires Maritime
2003	M. Guiseppe Angrisano, Contre-amiral	Délégué de Monaco pour la coopération internationale, Direction des Affaires Maritimes
2003	M. Pierre Bouchet, Chef de Section	Service de la Marine, Direction des Affaires Maritime, Département des Travaux Publics & des Affaires Sociales
2003	M. Fréderic Platini, Administrator	Coopération internationale pour l'Environnement & le Développement
2000	M. Pierre Bouchet, Chef de Section	Service de la Marine, Direction des Affaires Maritime, Département des Travaux Publics & des Affaires Sociales
2009	Mr. Pierre Bouchet, Adjoint Directeur des affaires maritimes	Direction des affaires maritimes, Département de l'équipement, de l'environnement & de l'urbanisme
2011	M Pierre Bouchet, Adjoint au Directeur des affaires maritimes, Direction des affaires maritimes	Département de l'équipement, de l'environnement et de l'urbanisme

Activités régionale

Date	Nom de l'activité	Nom du participant du pays
05/2009	Regional Government and Industry Workshop on Cooperation, Preparedness for and Response to Oil Spills in the Mediterranean Sea - 11-12 May 2009, Marseille, France.	M. Jean-Louis Bissuel, M. Pierre Bouchet, Lebanon
03/2000	MEDEXPOL 99/2 - Formation régionale sur les nouvelles techniques de nettoyage du littoral en cas de pollution (hydrocarbures et produits chimiques) - France 21-25 mars 2000	M. Pierre Bouchet, Monaco
12/2001	MEDEXPOL 2001 – Formation régionale sur la prévention, la préparation à la lutte et lutte contre les accidents impliquant des substances dangereuses à l'interface navire/littoral - Gênes, Italie, 10-14 décembre 2001	M. Pierre Bouchet, Monaco
10/2002	MEDIPOL 2002 - Séminaire Régional sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et de produits chimiques pour les administrateurs gouvernementaux et les cadres supérieurs - Malte, 29 octobre. -2 novembre 2002	M. Pierre Boucher, Monaco
10/2003	MEDIPOL 2003 – Atelier Européen sur l'Imagerie Satellitale et les Déversements Illicites d'Hydrocarbures en Europe et en Méditerranée, et visites du FOST (Fast Oill Spill Team) à Rognac / Marseille - 2 – 4 octobre 2003	M. Pierre Boucher, Monaco
12/2004	Exercice d'alerte régional MEDIPOLEX 2004, organisé en proche collaboration avec le Point Focal National de Chypre - 7-8 décembre. 2004	Toutes les parties contractantes ont participé

Date	Nom de l'activité	Nom du participant du pays
10/2005	MEDEXPOL 2005 – Le Séminaire régional sur l'utilisation de la télédétection pour le contrôle de la pollution par les hydrocarbures, à Nicosie, Chypre, i 17 octobre au jeudi 20 octobre 2005	Melle Elodie Martin, Ramoge, Monaco
11/2007	MEDEXPOL 2007 - Séminaire régional sur les rejets illicites des navires et la poursuite des contrevenants -27 – 30 novembre 2007, Marseille, France	M. Pierre Bouchet, M. Gilles Blanchi, M. Johanned Bethenod, Monaco
06/2008	Exercice Antipollution– « Mediterraneo 2008 », Tarragona, Juin 2008	N/A
09/2007	Exercice Antipollution – NURRA 16-18 September 2007, Porto Torres, Italy	N/A
05/2006	Exercise POLLUX 2006, France, 16-18 May 2006	N/A
06/2005	Exercise under RAMOGEPOL june 2005	N/A
01/2004	Exercice Antipollution RAMOGEPOL Gênes 2004 (conditions réelles)	N/A
05/2004	Exercice international de sauvetage et de lutte contre les pollutions marines par les hydrocarbures, mai 2004, Palma de Majorca	N/A
01/2001	Exercice Antipollution RAMOGEPOL Genoa 2001	N/A
01/2001	Exercise RAMOGEPOL Genoa 2001	N/A
01/2000	Exercise Antipol 2000	N/A

Activités nationales

Date	Nom de l'activité

Prévention

Conventions internationales de prévention

Approuvé

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
LC 1972	30/03/2011	☑ Merchant Shipping (Prevention of Pollution from Ships) Regulation
SOLAS 74		
Load Line 1966		
TONNAGE 69		
COLREG 72		
UNCLOS	20/03/1996	
MARPOL Annex I & Annex II	07/11/1972	
MARPOL Annex III		
MARPOL Annex IV		
MARPOL Annex V		
MARPOL Annex VI		

Désapprouvé

Instrument juridique	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
LC Protocol 1996	
AFS 2001	
SOLAS Protocol 78	
SOLAS Protocol 88	
Load Line Protocol 1988	
STCW 78	
BMW 2004	
SCP B&H-CRO	

Sanctions pour violations

L'Administration dispose des lois nationales nécessaires pour garantir l'application de sanctions d'une sévérité adéquate afin de décourager la violation des instruments internationaux auxquels l'État est partie prenante.	☐
Si oui, comment les violations sont-elles suivies et quelles sont les sanctions (par exemple, le type d'amendes) imposées?	

Inspections des navires

Inspections périodiques de ses propres navires	
L'Administration a les lois nationales nécessaires en vigueur pour prévoir des inspections et des détentions de navires afin d'assurer le respect des normes internationales de sécurité maritime et de prévention de la pollution, auxquelles l'État est partie prenante	☐
Si oui, combien de navires sont inspectés chaque année et combien d'entre eux ont abouti à la détention du navire?	
Nombre de navires détenus par le contrôle par l'État du port au cours des 3 dernières années	
Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de la Méditerranée	
Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de Paris	
Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de Tokyo	
Nombre de navires détenus sous le Service des garde-côtes des États-Unis (USCG)	
Inspections du contrôle par l'État du port	
Des inspections de contrôle par l'État du port sont effectuées dans vos ports	☐
Si oui, combien d'inspections de la CFP sont effectuées chaque année?	

Délégation de pouvoirs aux organisations reconnues (Bureaux regionaux)	
L'Administration a les lois nationales nécessaires, y compris les accords nécessaires, en vigueur pour déléguer le pouvoir aux Bureaux regionaux	☐
Quelles procédures sont en place pour surveiller le travail des bureaux régionaux?	
Fournir une liste des bureaux régionaux auxquels la délégation de pouvoirs est accordée par le biais d'un tel accord.	

Enquêtes sur les accidents

L'Administration dispose des lois nationales nécessaires pour mener les enquêtes requises sur les accidents	☐
Nombre d'échouements signalés au cours des 3 dernières années	
Nombre de collisions signalées au cours des 3 dernières années	
Nombre d'accidents signalés ayant entraîné des incidents de pollution au cours des 3 dernières années	

Mise en oeuvre de MARPOL

Infractions à MARPOL	
L'administration dispose des lois nationales nécessaires pour garantir l'application de sanctions suffisamment sévères en cas d'infraction à MARPOL	☐
Si oui, comment les infractions sont-elles suivies et quelles sont les sanctions imposées?	

Installation de réception portuaires

Port	MARPOL Annexe I	MARPOL Annexe II	MARPOL Annexe IV	MARPOL Annexe V	MARPOL Annexe VI

Surveillance des eaux côtières	
La surveillance des eaux sous votre juridiction est effectuée	☐
Si oui, quelles sont les méthodes et les ressources disponibles pour effectuer une telle surveillance?	

Resources

Organigramme	
Nombre de bureaux, de personnel non technique et de personnel technique	
Chef de bureau (fournir l'adresse complète et les coordonnées)	
Nombre des autres bureaux (fournir l'adresse complète et les coordonnées de tous les bureaux)	
Nombre de personnel non technique	
Nombre de personnel technique	

Nombre de bureaux, de personnel non technique et de personnel technique	
Nombre d'inspecteurs (Inspecteurs de l'État du pavillon et inspecteurs de l'Etat du port)	
Nombre d'enquêteurs sur les accidents de l'État du pavillon	